

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer

DRH
Direction
des ressources
Sous-direction
des personnels

Chef de bureau du dialogue social

Localisation:

Direction des ressources humaines (DRH) –

Adresse: Immeuble
Lumière- 40 avenue des
Terroirs de France 75 012
Métro: ligne 14- Station
Saint Émilion

Enjeux d'actualité et dossiers portés :

- dialogue social très
soutenu au ministère de
l'Intérieur et des outre-mer
- son organisation a été
enrichie et modernisée
récemment dans le cadre
de la loi du 6 août 2019
relative à la
transformation de la
fonction publique.

Qualités recherchées :

- ✓ Compétences juridiques
notamment
connaissance du droit de
la fonction publique et
de ses déclinaisons
ministérielles ;
- ✓ Connaissance de
l'organisation de
l'administration
territoriale de l'Etat
- ✓ Esprit d'initiative
- ✓ Compétences
managériales, et
d'animation de réseau,
- ✓ Capacité à travailler en
équipes à une échelle
interministérielle
- ✓ Capacité d'initiale,
d'autonomie,
- ✓ Sens des relations
humaines ;
- ✓ Capacités aux dialogues
et de négociation,
- ✓ Réactivité et disponibilité

Contacts :

Pour le service d'emploi :

Le sous-directeur des
personnels :

philippe.leraltre@interieur.gouv.fr

L'adjoint au sous-directeur :
mahamadou.diarra@interieur.gouv.fr

**Pour le service de
recrutement et de gestion :**

SG – DMAT - SDCPHF

M. Cédric BOUET

01 49 27 37 02

mission-mobilite@interieur.gouv.fr

debouches@interieur.gouv.fr

L'équipe :

La sous-direction des personnels qui comprend 230 agents, dont 7 administrateurs de l'Etat et une très grande majorité d'agents relevant des corps de la catégorie A (CAIOM/ATTHC, ATTP, attachés) est chargée de la gestion des personnels relevant de la compétence du secrétariat général, à l'exception de la gestion des préfets et des sous-préfets, des directeurs de l'administration territoriale de l'Etat et des administrateurs de l'Etat (qui relève de la DMAT).

Elle est chargée de l'évaluation et du suivi des besoins, pour ces personnels, en termes d'emploi, d'effectifs, de compétences et de management dans les services de l'administration centrale, les préfectures et les autres services territoriaux relevant du ministère.

Elle conduit et met en œuvre l'élaboration et la modernisation des statuts des corps de fonctionnaires. Elle détermine le nombre des recrutements à réaliser et assure, sous réserve des attributions déconcentrées à l'échelon territorial, la gestion des carrières.

Elle assure également le fonctionnement des instances de dialogue social, le secrétariat du conseil médical et du conseil de discipline.

La sous-direction des personnels comprend :

le bureau d'expertise juridique et d'animation des réseaux (notamment les SGC-D)

le bureau du dialogue social (y inclus le dialogue social avec les syndicats représentants de l'ATE)

le bureau des parcours professionnels (pour les titulaires et les non-titulaires)

le bureau de gestion des personnels administratifs (y inclus la politique indemnitaire de la filière administrative et la pré-liquidation de la paye des agents de centrale)

le bureau de gestion des personnels spécialisés (y inclus la politique indemnitaire des filières techniques, numériques, de sécurité routière et la pré-liquidation de la paye des agents de centrale)

Le bureau :

Le dialogue social est conduit par la DRH avec les organisations syndicales représentées au sein des 3 comités sociaux d'administration « historiques » qui seront recomposés à l'issue des élections professionnelles de décembre 2022: le CSA ministériel, le CSA d'administration centrale et le CSA de réseau des préfectures et des SGC départementaux. À compter de janvier 2023, la DRH aura également vocation à assurer la maîtrise d'ouvrage du dialogue social avec les organisations syndicales représentatives des directions départementales interministérielles de l'administration territoriale de l'Etat, réunies au sein du CSA de réseau des DDI. Ce dialogue social nécessitera une bonne coordination avec les ministères de l'administration.

Dans ce cadre, le Bureau du dialogue social (BDS) est le garant d'un dialogue social de qualité, en conformité avec les principes définis dans la « Charte du dialogue social ». Il est l'interlocuteur privilégié des organisations syndicales, du secrétariat général et, parfois, des autres périmètres sur les questions ministérielles. La responsabilité confiée au BDS de tenir le secrétariat de ces instances s'accompagne de la gestion des droits et moyens syndicaux annuellement dévolus aux organisations syndicales (ressources humaines, logistiques et immobilières).

Il tient l'agenda social ministériel, qui recense l'ensemble des points de rendez-vous formels (comités sociaux d'administration en formations plénières et spécialisées) et informels (groupes de travail) sur toutes les thématiques relevant de la gestion des personnels et de l'action sociale et de l'accompagnement des personnels.

Parallèlement, le BDS organise les commissions administratives paritaires nationales et relevant du ressort géographique francilien. Dans ce cadre, il assure la maîtrise d'œuvre pour le traitement des procédures disciplinaires. Il exerce une mission d'appui-conseil auprès des services centraux et déconcentrés en matière disciplinaire.

Enfin, le BDS assure la gestion administrative des situations de maladie pour les agents d'administration centrale relevant de la gestion du secrétariat général (congrés de maladie et de longue durée, congés pour invalidité temporaire imputable au service) et suit les réformes ayant trait à ces questions. À cet effet, il s'assure du fonctionnement régulier des conseils médicaux.

Le poste :

Dans ce contexte, le chef du bureau du dialogue social encadre 2 sections composées de 9 et 18 agents (respectivement au sein de la section du dialogue social et de la section des affaires médico-disciplinaires). Il est assisté d'un adjoint.

Il a en charge la responsabilité :

- d'organiser le dialogue social formel et informel sur un périmètre syndical renouvelé par les élections professionnelles et élargi du fait de l'élargissement des compétences du BDS aux DDi
- de créer les conditions d'un dialogue social de qualité dans le cadre de la préparation des comités sociaux d'administration
- d'assurer le fonctionnement régulier des instances médicales et disciplinaires et en assurer la présidence
- entretenir avec ses équipes la fonction d'expertise et d'appui-conseil au bénéfice des services centraux et territoriaux (SGAMI, Préfectures, SGC-D) sur l'ensemble des champs médico-statutaires et disciplinaires
- d'organiser les élections professionnelles

Il peut se voir confier tout sujet d'étude et de réflexion relatif au dialogue social et au médico-disciplinaire.

Dans le cadre des responsabilités confiées, des déplacements ponctuels en appui des services déconcentrés et des actions de formation et sensibilisation sont à prévoir sur les matières du BDS.

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer

DGEF

Direction de l'immigration
Sous-direction du séjour et du travail

Chef du bureau de l'immigration familiale

Localisation:

Direction générale des étrangers en France / Direction de l'immigration / Sous-direction du séjour et du travail – Immeuble Le Garance
18-20 Rue des Pyrénées 75020
PARIS – Métro Ligne 1, porte de Vincennes.

Enjeux d'actualité et dossiers portés :

- ✓ L'immigration familiale constitue la première source d'immigration régulière (93 713 titres délivrés par les préfectures en 2021).
- ✓ Suivi et évaluation continue de la procédure « étrangers malades, des mineurs non accompagnés et de l'admission exceptionnelle au séjour
- ✓ Plan d'action traite des êtres humains et prostitution
- ✓ Modernisation de la procédure de regroupement familial

Qualités recherchées :

- ✓ Forte dimension managériale
- ✓ Expertise juridique approfondie
- ✓ Sens de la concertation ; négociation et dialogue avec partenaires divers et monde associatifs et aux niveau interministériel
- ✓ Esprit de synthèse
- ✓ Réactivité

Contacts :

Pour le service d'emploi
Sous-directeur du séjour et du travail :
ludovic.guinamant@interieur.gouv.fr

Pour le service de recrutement et de gestion

SG – DMAT - SDCPHF
M. Cédric BOUET
01 49 27 37 02
mission-mobilite-debouches@interieur.gouv.fr

L'équipe :

Le bureau de l'immigration familiale est composé de 10 agents (1 chef de bureau A+, 1 adjoint au chef de bureau, attaché principal, 5 agents de catégorie A et 5 agents de catégorie B)

L'environnement :

Au sein de la direction générale des étrangers en France, la direction de l'immigration est chargée d'élaborer les textes relatifs à l'entrée, au séjour, au travail et à l'éloignement des étrangers, ainsi qu'aux contrôles aux frontières et à la lutte contre la fraude documentaire.

Elle développe notamment une gouvernance renforcée des préfectures dans la mise en œuvre des politiques publiques migratoires.

Elle assure le suivi de leur activité ainsi qu'une mission d'appui et de conseil à leur égard. Elle assure en outre la maîtrise d'ouvrage « métier » de deux systèmes d'information d'envergure : l'administration numérique pour les étrangers en France (ANEF) et France Visas.

Elle est organisée en trois sous-directions : la sous-direction des visas ; la sous-direction de la lutte contre l'immigration irrégulière ; la sous-direction du séjour et du travail. Cette dernière est chargée de la définition et la mise en œuvre de la politique d'immigration légale (professionnelle, étudiante, familiale, humanitaire). Elle anime et modernise le réseau territorial (services séjours des préfectures et plateformes de main d'œuvre étrangères).

Elle est composée de quatre bureaux :

- Le bureau de l'immigration professionnelle et étudiante ;
- Le bureau de la documentation interne ;
- Le bureau du droit européen et des affaires internationales ;
- Le bureau de l'immigration familiale

Le bureau de l'immigration familiale intervient dans le champ de la politique d'immigration légale pour motifs familiaux et humanitaires (séjour des conjoints de Français, des parents d'enfants français, des étrangers malades, regroupement familial, admission exceptionnelle au séjour, mineurs non accompagnés, victimes de violences, victimes de traite des êtres humains, documents de circulation, mineurs non accompagnés, ...).

Il élabore les textes législatifs et réglementaires relatifs à cette immigration. Il apporte son appui au réseau des préfectures par, notamment, l'organisation de modules de formation et les réponses aux questions juridiques et opérationnelles.

Il prépare le déploiement du dispositif ANEF (Administration Numérique pour les Étrangers en France) pour les titres qui relèvent de sa compétence.

Le bureau est structuré en quatre cellules thématiques dirigée chacun par un cadre A.

Le poste :

- Diriger le bureau et encadrer l'équipe : à ce titre, vous exercez vos responsabilités sur l'ensemble des périmètres couverts par le bureau ;
- Assurer la représentation du bureau dans les différentes réunions avec les partenaires internes et extérieures.

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer

DEPAFI

Direction de l'évaluation
de la performance, de
l'achat, des finances et de
l'immobilier
Sous-direction de la
performance financière

Chef du bureau du système d'information financière (BSIF)

Localisation:

Immeuble Lumière
40 avenue des
Terroirs de France
75012 Paris
Métro : Cour Saint-
Émilion (ligne 14)

Enjeux d'actualité et dossiers portés :

- évolution Chorus
2024-2030 ;
- Modernisation des
régies ;
- Big data /
valorisation données

Qualités recherchées :

- ✓ Conduite et
gestion de projet
- ✓ Elaboration de
stratégie
- ✓ Accompagnement
du changement
- ✓ Capacité à
coopérer
- ✓ Intérêt pour le
numérique, les
systèmes
d'informations et
les données
- ✓ Connaissances en
gestion financière
- ✓ Capacités
managériales et
d'animation de
réseau

Contacts :

Pour le service d'emploi
Dominique YANI, sous-
directrice
dominique.yani@interieur.gouv.fr

Pour le service de
recrutement et de
gestion
SG - DMAT - SDCPHF
M. Cédric BOUET
01 49 27 37 02
[mission-mobilite-
debouches@interieur.gouv.fr](mailto:mission-mobilite-debouches@interieur.gouv.fr)

L'équipe : 1 bureau composé de 2 sections et comprenant 24 agents
(14 administratifs et 10 techniques / 10 A-A+, 12 B, 2 C)

L'environnement : La DEPAFI est une direction de pilotage, d'expertise et de service. Responsable déléguée de la fonction financière ministérielle (RFFIM), elle prépare, négocie et suit l'exécution du budget du ministère et assure une prestation de service, d'expertise et de conseil en matière budgétaire et comptable.

La sous-direction de la performance financière (SDPF) veille à la cohérence et à la performance de l'organisation financière ministérielle. Elle pilote les démarches de maîtrise des risques et s'assure du respect de la réglementation dans les domaines budgétaire et comptable. À ce titre, elle conçoit et pilote la réorganisation financière du ministère et assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information financière Chorus. La SDPF compte 135 agents répartis dans quatre bureaux (bureau du pilotage et de l'organisation financière, bureau du système d'information financière, bureau de la maîtrise des risques financiers et centre de prestations financières).

Au sein de la sous-direction, le bureau du système d'information financière a la charge du paramétrage, de l'évolution et du soutien aux utilisateurs de l'ensemble des applications financières ministérielles et propose la stratégie du ministère à l'interministérielle. Au carrefour des systèmes d'information et du fonctionnel, le bureau doit veiller à ce que les outils répondent aux besoins de la communauté financière ministérielle tout en restant en adéquation avec les évolutions réglementaires. Le bureau dispose également d'une section dédiée au développement et à la maintenance d'application afin de donner corps aux projets de modernisation de la chaîne de la dépense.

Le poste :

- Proposer des projets et des orientations stratégiques en matière de système d'information financière ;
- Piloter la mise en œuvre des projets de modernisation numérique de la chaîne financière pour le versant système d'information ;
- Représenter le ministère de l'intérieur et des Outre-mer dans les instances de gouvernance du système d'information financière de l'État ;
- Représenter la DEPAFI dans les instances de gouvernance ministérielle des fonctions numériques (réseau des administrateurs des données, responsable délégué des systèmes d'information ministérielle etc.) ;
- S'assurer de l'administration fonctionnelle des systèmes d'information d'exécution financière (paramétrage, assistance, évolutions) en veillant à la politique qualité et à la satisfaction des utilisateurs (env 30 000) ;
- Décliner les orientations du ministère en matière de modernisation et de fluidification de la chaîne de la dépense, en lien, le cas échéant, avec les autres ministères ou les agences interministérielles ;
- Agir, le cas échéant, comme assistance à maîtrise d'ouvrage sur les aspects financiers des projets SI Métiers.

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer

Préfecture de police

Direction de
l'immobilier et de
l'environnement

Chargé de mission auprès du directeur de l'immobilier et de l'environnement, en charge des enjeux de transition énergétique, de transformation de la fonction immobilière et de la mise en place de la procédure qualité

Localisation:

Préfecture de police /
caserne Cité

Enjeux d'actualité et dossiers portés :

Transition
énergétique
Transformation des
espaces tertiaires
(dématérialisation,
télétravail, flex
office...)

Qualités recherchées :

- ✓ Animation
- ✓ Rédaction
- ✓ Capacité
d'initiative

Contacts :

Pour le service

d'emploi :

Edgard PEREZ

Directeur de
l'Immobilier et de
l'Environnement

edgar.perez@interieur.gouv.fr

Pour le service de recrutement et de gestion :

SG – DMAT - SDCPHF

M. Cédric BOUET

01 49 27 37 02

[mission-mobilite-
debouches@interieur.gouv.fr](mailto:mission-mobilite-debouches@interieur.gouv.fr)

L'équipe :

La direction de l'immobilier et de l'environnement de la préfecture de police / SGAMI Ile-de-France compte près de 600 collaborateurs (agents administratifs et techniques). Elle se positionne comme 3ème maître d'ouvrage public en interministériel au regard de son portefeuille d'activités (2,6 M de m², 1 milliard d'€ d'opérations en cours de production en portefeuille, 200 à 250 millions d'euros de crédits exécutés par an). Le comité de direction est resserré autour du directeur, avec ses deux adjointes, le secrétaire général, le chef du département exploitation, le chef du département construction, le chef du département juridique et budgétaire et le chef de la mission stratégie - développement durable.

Le poste :

Chargé de mission auprès du directeur, les missions consistent à :

- Animer et promouvoir la transformation des méthodes de travail en interne à la direction et au profit des directions clientes (dématérialisation, flex office, digitalisation...) en s'appuyant sur les expérimentations déjà conduites par la DIE.
- En lien avec les départements, il conviendra d'assurer la transformation des processus métier et du suivi des procédures qualité en développant des relations de travail partenariales avec les entités internes à la préfecture de police et à l'État (DILT, DINUM,...), comme en externe (Agence française anticorruption, société Smart impulse, société SIS marchés, société EDIFLEX).
- Porter et défendre la formalisation de la stratégie énergétique et du plan d'action en faveur de la biodiversité de la préfecture de police / SGAMI IDF.
- Avec l'appui de la mission stratégie / développement durable, il conviendra de concevoir la déclinaison opérationnelle et de définir les leviers de mise en œuvre. Pour ce faire, il conviendra de développer les relations de travail avec les services et opérateurs de l'État (DRIEAT, Ademe,...).
- Au côté du directeur et de ses adjointes, il conviendra de prendre en charge la préparation des fiches synthétiques et des dossiers à destination du préfet secrétaire général pour l'administration, du préfet de police, du ministère de l'Intérieur ou des élus.

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer

DGOM

Direction générale
des outre-mer
Sous-direction de
l'évaluation de la
prospective et de la
dépense de l'État

Chef du bureau des finances et de la performance des outre-mer

L'équipe :

La direction générale des outre-mer (DGOM), administration centrale sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et des outre-mer et du ministre délégué chargé des outre-mer, est une administration d'état-major qui occupe une place particulière dans le concert interministériel. Compétente pour suivre l'ensemble de l'action de l'État dans les territoires d'outre-mer, elle a un rôle d'impulsion et de coordination des politiques publiques, d'expertise et de traitement des affaires juridiques et institutionnelles, d'évaluation des politiques publiques et de prospective.

La sous-direction de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'État conduit ou coordonne l'évaluation des politiques engagées par l'État outre-mer. Elle conduit ou coordonne les études prospectives sur l'outre-mer ainsi que les réflexions et analyses stratégiques, territoriales ou thématiques. Elle assure la conduite et le suivi de la dépense de l'État outre-mer et participe à l'élaboration et à la synthèse des statistiques nationales relatives à l'outre-mer.

La sous-direction de l'évaluation, de la prospective et de la dépense de l'État comprend le bureau de la statistique et du système d'information outre-mer, le bureau de l'évaluation des politiques publiques et de la prospective et le bureau des finances et de la performance des outre-mer.

Le bureau :

Le bureau des finances et de la performance des outre-mer centralise l'information financière outre-mer et maîtrise les processus budgétaires et financiers afin de donner aux décideurs publics une vision fiable du niveau des ressources engagées. Ces missions relèvent de trois cercles concentriques : la mission outre-mer et ses deux programmes budgétaires (env. 2,5 Mds€), la politique transversale outre-mer (env. 20,5 Mds€), la dépense totale de l'État outre-mer (env. 27 Mds€).

À ce titre, le bureau doit :

1. Aider les décideurs publics en visant une haute qualité de programmation budgétaire, d'évaluation de la performance, d'exécution et de suivi des dépenses ;
2. Participer à la veille sur l'information budgétaire et financière relative à l'action de l'État outre-mer ;
3. Proposer et mettre en œuvre au sein de la DGOM les processus transversaux de transmission des informations budgétaires et financières ;
4. Participer aux évaluations.

Le bureau, composé de 12 agents, est au quotidien en lien avec les deux autres bureaux de la sous-direction, les six bureaux de la sous-direction des politiques publiques, le bureau des collectivités locales de la sous-direction des affaires juridiques et institutionnelles, le cabinet de la directrice générale des outre-mer, le bureau des ressources et de la coordination, et en externe, avec la direction du budget, les services du contrôleur budgétaire et comptable ministériel, la direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier (DEPAFI) du ministère de l'Intérieur et des outre-mer, les directions administratives et financières des autres ministères, les préfetures et les services déconcentrés de l'État outre-mer.

Le poste :

Le chef de bureau, sous l'autorité du sous-directeur, coordonne la préparation et le suivi de l'exécution du budget des deux programmes de la mission outre-mer, en concertation avec l'ensemble des bureaux de la DGOM et les représentants locaux de l'État outre-mer.

À ce titre, vous serez associé à la définition et à la mise en œuvre des politiques d'intervention outre-mer ayant un impact budgétaire sur la mission.

Vous contribuerez également à l'animation du réseau de correspondants locaux en charge des questions budgétaires. Vos missions consisteront à :

- élaborer le budget prévisionnel de la mission outre-mer, les documents budgétaires et la programmation des crédits ;

Localisation :

Direction générale des
outre-mer (DGOM) –
Ministère des outre-mer
Adresse : 27 rue Oudinot –
Paris 7^e
Métro : St François-Xavier
ou Duroc – Autobus :
Oudinot 82, 87, 92, hôpital
Necker 28, 39, 70

Enjeux d'actualité et dossiers portés :

- Préparation des lois de
finances et des documents
budgétaires
- Pilotage des budgets
opérationnels de
programme
- Contrôle interne financier
- Lancement d'une nouvelle
génération de contrats
avec les territoires

Qualités recherchées :

- ✓ Compétences
budgétaires et
comptables
- ✓ Maîtrise des outils
informatiques Excel et
Chorus
- ✓ Esprit d'initiative
- ✓ Compétences
managériales
- ✓ Réactivité et
disponibilité

Contacts :

Pour le service d'emploi :
Marc DEMULSANT : Sous-
directeur de l'évaluation,
de la prospective et de la
dépense de l'État –
courriel :
marc.demulsant@outre-mer.gouv.fr
01 53 69 20 51

Pour le service de
recrutement et de gestion :
SG – DMAT – SDCPHF
M. Cédric BOUET
01 49 27 37 02
[mission-mobilite-
debouches@interieur.gouv.fr](mailto:mission-mobilite-debouches@interieur.gouv.fr)

- réaliser les analyses financières et budgétaires sur les dispositifs d'intervention financées sur le budget de la mission ;
- participer à la négociation du budget et des modifications budgétaires (être force de proposition sur les arbitrages présentés au cabinet du ministre chargé des outre-mer, participation aux RIM,...) ;
- s'assurer de la mise en place des mouvements de crédits dans CHORUS, suivre et rendre compte de l'exécution budgétaire à l'aide de CHORUS et des tableaux de bord partagés avec les responsables de BOP locaux et la CBCM ;
- contribuer à la rédaction des documents budgétaires, tels PAP, RAP, DPT, NEB, etc. ;
- proposer et mettre en œuvre au sein de la DGOM les processus transversaux de transmission des informations budgétaires et financières ;
- piloter et contribuer au contrôle interne financier.

Vous réaliserez une mission dans l'un des territoires d'outre-mer dans les premiers mois suivants votre prise de fonctions.

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer

DGCL

Direction générales des
collectivités locales
Sous-direction de la
cohésion et de
l'aménagement des
territoires

Chef du bureau des affaires financières et budgétaires (BAFB)

Localisation:

2 place des Saussaies,
75008 PARIS (Métro :
St-Augustin, Madeleine,
Champs-Élysées-
Clémenceau / RER :
Auber (ligne A) ou Gare
St-Lazare)

Qualités recherchées :

- ✓ Compétences budgétaires et comptables avérées
- ✓ Expertise juridique
- ✓ Conduite et gestion de projet
- ✓ Capacité à coopérer
- ✓ Connaissances en gestion financière
- ✓ Capacités managériales d'animation de réseau, et de travail en interministériel

Contacts :

Pour le service d'emploi
Olivier Benoist : sous-
directeur de la cohésion
et de l'aménagement du
territoire
olivier.benoist@dgcl.gouv.fr

Pour le service de
recrutement et de
gestion

SG – DMAT - SDCPHF
M. Cédric BOUET
01 49 27 37 02
[mission-mobilite-
debouches@interieur.gouv.fr](mailto:mission-mobilite-debouches@interieur.gouv.fr)

L'équipe : le bureau des affaires financières est composé de 10 agents (1 chef de bureau A+, 7 agents de catégorie A et 2 agents de catégorie B)

L'environnement :

La direction générale des collectivités locales définit les règles de fonctionnement, d'organisation et d'intervention des collectivités locales et de leurs groupements, à savoir : leurs compétences, fonctionnement institutionnel, statuts de la fonction publique territoriale et conditions d'exercice des mandats des élus locaux, dispositions budgétaires et fiscales ;

Elle répartit les principaux concours financiers de l'État aux collectivités locales ; collecte et diffuse les données financières et statistiques relatives aux collectivités locales et utiles aux décideurs locaux.

La sous-direction de la cohésion et de l'aménagement des territoires (30 agents) est en charge des deux programmes budgétaires 112 (aménagement du territoire) et 147 (politique de la ville) et suit les fonds structurels et d'investissement européens. Elle assure en outre la tutelle de différents opérateurs dont l'ANRU et l'ANCT, définit les grandes orientations et suit les outils de contractualisation avec les collectivités locales et porte une vision prospective des politiques de cohésion territoriale et d'aménagement. Elle participe enfin à l'évaluation de la mise en œuvre des politiques de cohésion et d'aménagement dans les territoires. Elle est composée de 3 bureaux et pour l'ensemble de ces missions, travaille en lien étroit avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Le bureau des affaires financières et budgétaires (9 agents) est l'une des composantes de la sous-direction de la cohésion et de l'aménagement du territoire qui dispose de deux autres bureaux (le bureau de la relation avec les opérateurs et agences et le bureau de la stratégie, de la contractualisation et de l'évaluation). Il assure la préparation, la négociation, le suivi et l'évaluation de l'exécution du budget sur les programmes 112 (aménagement du territoire - FNADT) et 147 (politique de la Ville) mobilisés par l'Agence nationale de la cohésion des territoires. Il s'assure également du respect de la réglementation budgétaire relative aux crédits versés par l'agence aux collectivités territoriales et partenaires de l'agence. Il contribue ce faisant à la mission de tutelle de la DGCL sur l'ANCT et ses opérateurs (ANRU, Business France, EPIDE...).

Le poste : Diriger le bureau en assurant les missions suivantes :

- Préparation, négociation, suivi, bilan de l'exécution du budget programmes 112 (aménagement du territoire – FNADT) et 147 (politique de la Ville) mobilisés notamment par l'Agence nationale de la cohésion des territoires ; contrôle du respect de la réglementation budgétaire relative aux crédits versés par l'agence aux collectivités territoriales et partenaires.
- Élaboration et déclinaison des stratégies de performance des unités budgétaires dont le bureau a la responsabilité en relation étroite avec la sous-direction des finances locales et de l'action économique, les autres composantes de la sous-direction, et l'ANCT.
- Au titre de l'élaboration des orientations budgétaires de ces deux programmes : participation à la préparation du budget pour l'année lors de l'élaboration du PLF et du vote de la loi de finances, assistance à la prise de décision du RPROG et du/des RBOP, au développement de la politique de contrôle et d'audit internes et externes
- Au titre du pilotage des programmes budgétaires : formalisation des changes et procédures en lien avec les équipes compétentes, répartition et mise à disposition des crédits ainsi qu'à l'ordonnancement des crédits nationaux, respect du plafond d'emploi des postes de délégués du préfet, pilotage, coordination de l'exécution et du suivi de la dépense, développement de tous les outils d'aide à la prise de décision, mise en œuvre des opérations de contrôle et d'audit
- Suivi de l'application des instructions comptables et budgétaires, expertise technique et appui à l'Agence, suivi des engagements et de la consommation de plus d'un milliard de crédits du plan de relance dont la gestion a été déléguée à la DGCL.

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer

ADMINISTRATION PREFECTORALE

SOUS PREFET D'ARRONDISSEMENT

Localisation :

À définir

Qualités recherchées :

- ✓ Capacité d'animation de politiques publiques et de pilotage de projets de territoires à dimension interministérielle
- ✓ Bonne connaissance des organisations publiques, du réseau territorial de l'État et de ses partenaires institutionnels ;
- ✓ Compétences marquées pour la conduite de projets complexes et structurants ;
- ✓ Capacité à l'analyse, force de proposition à un niveau stratégique élargi aux problématiques et enjeux de l'action publique
- ✓ Esprit d'initiative, capacité à incarner le rayonnement de l'état ;
- ✓ Capacité de décision, posture d'autorité, rigueur, réactivité, sens de la communication, disponibilité ;
- ✓ Sens aigüe des relations humaines, capacité d'écoute, de dialogue, de négociation, de conviction ;
- ✓ Capacité à déléguer des équipes de tous niveaux hiérarchiques.

Contacts :


mission-mobilite-debouches@interieur.gouv.fr

Cédric BOUET,
chef de la mission
de la mobilité
et des débouchés


cedric.bouet1@interieur.gouv.fr


Tél. 01 49 27 37 02

L'équipe :

 Dans le cadre de ses missions, le préfet est assisté d'une équipe préfectorale, composée de sous-préfets qui exercent chacun des fonctions différentes et complémentaires

- Le secrétaire général est en charge de la gestion interne de la préfecture (personnel et budget), il assure l'intérim en cas d'absence du préfet, coordonne les différents services de la préfecture ainsi que les services déconcentrés de l'État.
- Le directeur de cabinet assiste le préfet dans sa responsabilité du maintien de l'ordre public et de la sécurité sur l'ensemble du département.

 Délégué du préfet, les sous-préfets mettent en œuvre les politiques publiques de l'État dans leur arrondissement. Ils sont les experts de ce territoire en leur qualité de premiers interlocuteurs des élus locaux, des acteurs économiques et associatifs et des citoyens

 Certains préfets disposent d'un ou de plusieurs sous-préfets chargés de mission pour le suivi des dossiers à enjeux spécifiques au département (politique de la ville, développement économique, réindustrialisation)

Le poste :

Le sous-préfet d'arrondissement est le délégué du préfet dans l'arrondissement. Il assiste le préfet dans la représentation territoriale de l'État et, sous son autorité :

- Il veille au respect des lois et règlements ;
- Il assure la coordination des services de l'État dans l'arrondissement et participe au développement local dans la mise en œuvre des politiques nationales et européennes, notamment en matière d'aménagement du territoire ;
- Il concourt au maintien de l'ordre public et à la sécurité des populations notamment en coordonnant les services de sécurité publique, civile et de secours dans le cadre de la gestion de crise et d'événements exceptionnels ;
- Il participe à l'exercice du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales en lien avec les services de la préfecture chef-lieu. Il suit l'évolution sur son arrondissement des structures intercommunales et assure le conseil juridique aux élus ;
- Il accompagne en matière d'ingénierie territoriale les porteurs de projets, élus, acteurs économiques et sociaux et le mouvement associatif, afin de les soutenir dans leurs projets et initiatives locales.

Le préfet peut lui confier des missions particulières, temporaires ou permanentes, au niveau départemental (tourisme, mer et littoral, maisons France services, ...) ou des missions d'intérêt régional par le préfet de région, avec l'accord du préfet de département.

Le sous-préfet d'arrondissement a sous son autorité à la sous-préfecture une équipe de collaborateurs répartis en un ou plusieurs services réunis par missions, telles que :

- soutien des collectivités et appui territorial ;
- politiques interministérielles et réglementation ;
- politiques de cohésion sociale.

Le sous-préfet d'arrondissement au même titre que les autres membres de l'équipe préfectorale, assure la permanence de l'État sur les périodes de week-end ou de vacances scolaires. Il bénéficie d'un logement généralement situé à la sous-préfecture, d'un véhicule de fonction et de personnel de résidence.